

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
16 au 22 septembre 1999

10 FF
65 FB



Rentrée politique

L'action directe contre le jeu politicien !

PRÉPARÉE DANS LES universités de fin d'été par tous les partis, la rentrée politique s'annonce aussi creuse que ce qui préoccupe les élites dirigeantes, à savoir comment et avec qui s'acquiescer pour être présentable aux prochaines élections municipales qui elles-mêmes ne sont qu'une mise en jambe en vue des présidentielles. Et tourne le manège! Si cette comédie excite le lanterneau politicien à gauche de la droite comme à la droite de la gauche nous ne pouvons que constater que les populations vaquent à leurs soucis quotidiens et regardent d'un oeil bovin et désabusés les différents épisodes mis en scène à l'écran cathodique.

Les Verts ou la stratégie de l'amuse-gueule!

C'est ainsi que, cet été, les Verts ont ferrailé un maximum pour être pris au sérieux et prouvé que ça y est, ils ont

songeur sur les possibilités de révolutionner la société par l'intronisation ministérielle.

Que ce soit sur le vote à la proportionnelle, le nucléaire, les sans papiers, l'aménagement du territoire, la chasse ou les pollutions industrielles et agricoles, les Verts se heurtent à la réalité des rapports de force et Jospin n'a aucune raison de leur céder quoi que ce soit. Au bout du compte la fin de la récréation a sonné et à l'issue d'une réunion avec Hollande, patron du P.S., les Verts ont réaffirmé leur allégeance à la gauche plurielle où finalement la soupe doit sûrement être bonne!

Retenons le P.C. ou il fait un malheur!

Quand au P.C., il clopine comme il peut et a du mal à digérer la claque des européennes dans un contexte de préparation de son congrès de février 2000. Il cherche lui aussi à prouver que son

Autrement dit Jospin et Hollande peuvent dormir sur leurs deux oreilles en attendant leur prochaine entrevue avec Hue.

Du côté du M.D.C. (mouvement des citoyens) aucun mouvement digne d'intérêt n'est à signaler si ce n'est les sporadiques états d'âme de Chevènement dont la seule fonction politique est d'être là parce qu'une pluralité à trois.

Chacun aura compris qu'en cette rentrée d'automne tout baigne dans l'huile et le fric au sein de la gauche plurielle. Dans le petit jeu du « je te tiens et tu me tiens par la barbichette » la social-démocratie version P.S. règne en maître sur le plan institutionnel et est d'une efficacité redoutable. Il suffit d'observer avec quelle tranquillité la rentrée scolaire s'est globalement effectuée pour mesurer la puissance des réseaux socialistes alors qu'Allègre, ministre en titre de l'éducation était, il y a quelques mois seulement, l'homme à abattre.

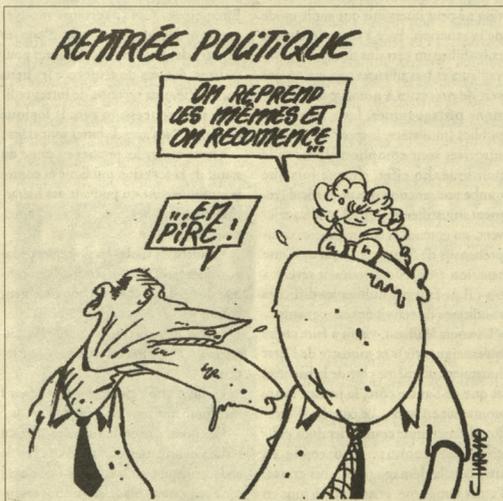
Sans-papiers en marche

page 3

Confédération

paysanne : interview

page 4



effacé le P.C. Et de menacer de rompre le pacte passé jadis avec le P.S. s'ils n'obtenaient pas un deuxième ministre. Au vu de l'efficacité de Voynet ça laisse

ISSN 0026-9433 - N° 1172



appartenance au gouvernement Jospin est positive et vigilante. Pour prouver la fête de l'Huma new look aura été l'occasion de rappeler les priorités économiques et sociales du parti à propos des 35 heures, du nucléaire, des retraites, de l'emploi et des licenciements, de la ville, etc. Mais ces critiques ne sont, selon le vocabulaire en vigueur du nouveau parti en gestation, qu'une « appréciation différente » qui n'aura comme débouché qu'une pétition nationale de plus.

L'extrême gauche en sauveur suprême!

Conscients de la contradiction des prétentions de la gauche plurielle à porter les aspirations à une vie meilleure et à la justice sociale, alors qu'en réalité elle met en œuvre et appuie les mutations nécessaires à la domination capitaliste, la gauche dite extrême essaie de se donner une assise sociale en assurant qu'elle seule n'est pas dévoyée et peut diriger le mouvement social dans les nécessaires et probables affrontements à venir. Ils sont donc 100 % à gauche pour la L.C.R. alors que la direction du P.C. est traitre à la classe ouvrière pour L.O.

Ils saisissent toutes les opportunités pour faire parler d'eux et c'est le sens premier de l'accord LO-LCR des européennes. Il s'agit d'une vulgaire stratégie de marketing qui vise à les faire apparaître comme les authentiques et uniques cadres organisationnels qui permettront un débouché politique aux luttes sociales.

Ils cherchent à faire des coups médiatiques pour entretenir et marteler qu'eux seuls sont révolutionnaires. Le troisième anniversaire de l'expulsion de Saint-Bernard a fait l'affaire, tout comme ils ont proposé leur services lors de l'incarcération de José Bové. Leurs capacités de mobilisation est faible mais l'essentiel est qu'on cause d'eux!

Soyons sûr qu'à l'automne ils essaieront de faire des coups ●●● page 8

EDITORIAL

La rentrée scolaire, à défaut d'être mouvementée, est vécue dans l'angoisse et la tension par tous les acteurs qui y participent. Les fermetures de classe, les difficultés d'inscription, la mise en application des réformes font de ce passage obligé, un parcours du combattant pour les élèves, les familles, et les personnels de l'éducation. Tous doivent gérer la pénurie qui s'installe.

Après une année d'effets d'annonce et de stigmatisation du système éducatif, on y voit désormais plus clair sur les objectifs du gouvernement. Les fausses maladresses du ministre, toutes ses prétendues innovations pédagogiques entérinent une politique du boulevard permanent qui, en rendant la situation ingérable, accélère le démantèlement d'un des principaux services publics.

Sous couvert de modernisation, il s'agit pour la gauche d'introduire la flexibilité, la hiérarchisation, premiers pas vers la privatisation. Le capitalisme qui ne peut survivre qu'en conquérant de nouveaux marchés tente aujourd'hui de soumettre à sa logique inique l'ensemble des services publics.

Pour adapter l'éducation aux nouveaux besoins des capitalistes, dans un contexte de chômage et de précarité grandissants, la souplesse appliquée à la production doit aussi s'appliquer aux formations, rendues obsolètes de plus en plus vite. Il suffit donc désormais au système éducatif d'enseigner un minimum de base commun, quitte à ce que les entreprises instaurent des formations continues selon les besoins du moment.

Mais la pilule est dure à avaler pour tous ceux qui placent leurs espoirs dans la réussite scolaire. C'est pour remplir ce vide et créer des exutoires au mécontentement que l'on instaure des conseils de vie lycéenne, des lieux de parole... cet enseignement de la citoyenneté, tend surtout soumettre les travailleurs aux exigences de l'État et des patrons.

C'est donc aussi sur le terrain idéologique que va se gagner ou se perdre cette bataille. Allègre joue sur le conservatisme inhérent à beaucoup des oppositions syndicales à ses projets, c'est pour cela qu'il faut se donner les moyens d'un projet alternatif au libéralisme, vers une école autogérée.

Un potentiel existe, car sur le terrain, malgré une relative inertie et une grande division des syndicats, la situation se durcit. Les grèves sectorielles, les classes sauvages à l'échelle d'un établissement ou d'un quartier se multiplient, menées par les personnels en lien avec les familles et souvent extrêmement déterminés.

C'est seulement par la fédération de ces luttes, riches en revendications concrètes, que pourra être arrêtée l'offensive libérale sur l'éducation.

F3P 2526

La gauche libérale brade l'école aux patrons

La mise au pas de l'éducation

suite de la semaine précédente

AU NIVEAU DE L'UNIVERSITÉ, le plan U3M assure l'entrée en force des entreprises. Le rapport Attali est très clair : « Les entreprises devront être incitées à financer des bourses, des bibliothèques, des laboratoires, voire des cycles de formation, initiale ou continue, dans des écoles et des universités... » Le patronat n'investira pas dans l'université sans des compensations. Et comme le recherche l'ensemble du patronat européen, c'est une autonomie des structures avec comme objectif une mise en concurrence entre ces dernières qui va être obtenue. Le rapport Attali préconise que la France soit divisée en 8 régions dans lesquelles pourront émerger quelques ensembles d'excellence. « On évaluera le système d'enseignement supérieur tous les cinq ans et chaque rapport aura des conséquences financières automatiques et immédiates. » Bien évidemment on vise aussi une remise en cause des diplômes : « il faut envisager la fin de la validité permanente des diplômes avec une réactualisation obligatoire tous les dix ans. » Dans le plan U3M qui découle directement du rapport Attali, il s'agit de s'engager dans une réforme visant à moyen terme une privatisation des universités, et la création effective d'universités pour riches.

Les attaques du capitalisme avec l'aide et la complicité de la gauche plurielle ne s'arrêtent pas là, et vise l'ensemble des secteurs de l'éducation nationale. Au niveau de l'enseignement professionnel les PME-PMI sont totalement intégrées et les stagiaires en alternance prennent concrètement la place d'un(e) salarié(e). Mais on souhaite aller plus loin en généralisant et en organisant ce fonctionnement : le rapport Marois stipule que « la période et les modalités des stages devraient être organisées par branches professionnelles. »

Après s'être attaqué aux services publics les plus rentables (télécommunications...), le patronat s'implante et colonise tranquillement et sûrement l'ensemble du système éducatif européen. Le plus inquiétant, c'est la faiblesse des réactions. Alors que la FEN, sans surprise, maintient des liens privilégiés avec le Parti Socialiste (la FEN écrit même les plates-formes pédagogiques du PS !) la FSU temporise devant une situation pourtant urgente. La grève annoncée lors de la dernière rentrée de 1998 est à ce titre éloquente. Le

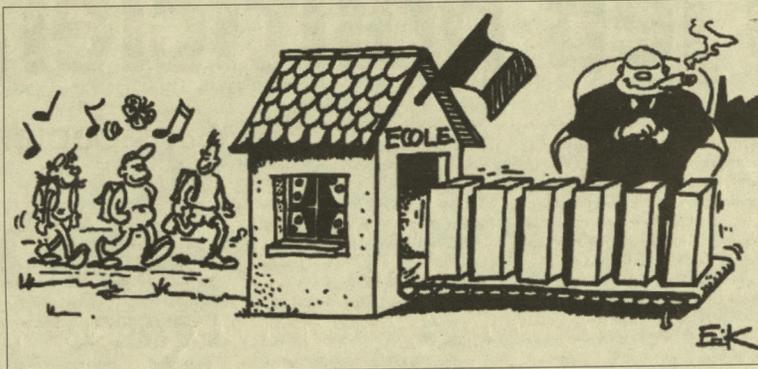
annule la grève à la dernière minute. Et pourtant ce n'est pas au travers de la cogestion et de la recherche d'une reconnaissance ministérielle que l'on arrivera à contrecarrer les plans d'un patronat organisé qui avance de manière très ordonnée et très réfléchi.

Et la justice s'en mêle

Alors que la lutte contre une logique libérale implacable s'avère urgente et difficile, au niveau pédagogique une pénalisation à outrance est un phéno-

phile, à quel point l'État et le corporatisme pouvaient faire passer les intérêts de l'enfant bien après ceux de l'institution scolaire... Mais ce que l'on nous propose aujourd'hui, c'est bien une école libérale où les enfants ne seraient plus que des « clients »... Après quelques années de retard par rapport aux dérives judiciaires des États-Unis, ce sont les pratiques pédagogiques qui sont visées et avec une sévérité toute nouvelle. Les exemples sont multiples. Dans telle commune une directrice d'une école est reconnue coupable de « bles-

ments, nous vous aurons prévenus... Et la justice fera son boulot... » Le ministère de l'éducation nationale en profite pour aller plus loin et sous prétexte de protéger « ses » fonctionnaires face à la justice renforce encore un peu plus le pouvoir de la direction qui se transforme nettement de collègue en direction de personnel et bientôt de patrons : aujourd'hui un(e) instituteur(trice) pour sortir de l'école avec sa classe doit en faire la demande par écrit à la direction. Ces règles vont certainement finir par provoquer les comportements souhaités avec une relation hiérarchique au sein même de l'école en lien direct avec le ministère et les inspection. Alors que le risque zéro n'existe pas, on entretient l'angoisse de l'accident. Celle-ci arrange le pouvoir car elle mobilise la réflexion de nombre d'enseignements sur ces problèmes pénaux alors que parallèlement c'est l'ensemble de l'école que l'on transforme en la livrant au privé. Cette psychose prend parfois des proportions difficilement imaginables : tel inspecteur académique vient d'interdire que les enfants mangent les gâteaux de leurs parents affirmant que l'on ne pouvait pas maîtriser la provenance de la nourriture. Au niveau syndical, en dehors d'un appel au boycott des sorties scolaires en 1997, les réactions ont été timides et trop souvent confuses.



SNES (syndicat majoritaire de l'enseignement supérieur de la FSU) soutient très (et trop) modérément la lutttes des auxiliaires et des collègues du 93. Dans un premier temps il décidait d'appeler à une grève le 10 septembre dernier. Alors que les enseignant(e)s les plus mobilisé(e)s bataillaient pour la réussite d'une telle journée, la direction du SNES était reçue par Allègre. Et il suffit de vagues promesses, de propositions de quelques postes dans des conseils nationaux pour que le SNES

mène relativement récent. Certes il y a toujours eu de la répression contre des pratiques ou des secteurs trop combattifs. L'éditorial du Monde Libertaire du 3 juin dernier rappelait le cas d'Andrée Pinon qui a été frappée d'une mesure de suppression à vie de ses responsabilités pour avoir appris et fait chanter par ses élèves la chanson de Boris Vian « le déserteur » lors de la cérémonie commémorative du 8 mai 1945. Dans l'arsenal répressif mis en place par les ministères, on peut bien évidemment compter sur l'inspection académique dont le rôle est bien de modeler, de conformer (grâce à la notation...) des comportements et des pratiques éducatives. Mais maintenant le pénal s'est déplacé jusqu'au plus petits actes de la vie quotidienne. Jusque là « protégés » par leur statut de fonctionnaires (un parent par exemple ne pouvait s'attaquer judiciairement à tel membre du personnel : l'État faisait bouclier et éventuellement se retournait dans un deuxième temps contre le fonctionnaire s'il y avait faute professionnelle) les enseignant(e)s se trouvent aujourd'hui devant des responsabilités ubuesques. Le conducteur du car est-il bien sobre ? Il y a une déviation lors du trajet de la piscine, doit on avertir nos supérieurs pour changements d'itinéraires ? ... Attention il ne s'agit pas pour nous d'encenser d'anciennes pratiques où l'école reste refermée sur elle-même et où le linge sale se lave en famille... On a trop vu, avec les affaires de pédo-

sure involontaire par manquement aux obligations de sécurité » suite à l'accident d'un enfant dans une cour de récréation, dans une autre commune le directeur et l'instituteur sont reconnus coupables suite à un accident avec un car communal sur un passage à niveau...

Logique de sanction

Logique d'une société où la réparation ne peut intervenir que sur le mode de la sanction. Face à cette dérive qui culpabilise un certain nombre de travailleurs et travailleuses sociaux ou qui sert de prétextes à nombre de démissions pédagogiques, les « services » publics (ministère, inspection...) sans surprises sont complices d'une telle politique. En effet, chaque fois que tombe une sanction pénale particulièrement injustifiée et que les médias relèvent, on entend les commentaires compréhensifs de Ségolène Royal : « Cette sanction est particulièrement sévère » ou « Il ne faut pas oublier les difficiles conditions de travail des enseignants... » Discours lénifiant, visant à faire croire qu'enseignant(e)s et ministre de l'État lutteraient du même côté de la barrière, et que de l'autre côté, la justice fonctionnerait en solo... Le couple Allègre-Royal fonctionne comme les duos policiers trop connus : l'un cogne en utilisant la démagogie la plus crasse, l'autre temporise et anesthésie tout en confirmant de fait la légitimité des sanctions personnelles lors d'accidents tout à fait imprévisibles. La sanction qui menace en permanence un(e) fonctionnaire, un(e) salarié(e) est un outil de contrôle inespéré. La position des différents services ministériels va souvent dans le même sens : « Certes ce que vous faites n'est pas interdit mais nous vous déconseillons de le faire. En cas d'acci-

Pour un service public d'éducation autogéré

Entre les dérives pénales (qui figent trop souvent toute recherche pédagogique, et renforcent les pouvoirs et les hiérarchies locales) et le patronat qui réussit son pari en entrant dans le milieu de l'école, notre marge de manœuvre est faible. Nous ne pouvons agir seuls. A nous, avec nos moyens, d'agir avec les secteurs les plus radicaux (Ecole Emancipée, CNT, certains mouvements pédagogiques...) afin d'essayer de créer des conditions suffisantes pour résister. A nous de renforcer les liens entre différents secteurs de luttes radicales sans concession avec la logique patronale. Nos axes de luttes sont clairs :

- lutte contre les remises en cause du statut de la fonction publique et contre le renforcement du pouvoir des hiérarchies locales (inspection, rectorat, directions écoles...)
- soutien de toutes les pratiques pédagogiques tendant à défendre l'autonomie de l'enfant et son épanouissement personnel
- refus de la privatisation de l'enseignement et du partenariat école-entreprise
- refus d'une logique pénale tendant à nier toute initiative éducative

Ces quatre axes de luttes tendent à résister contre une mise au pas de l'école et des enseignant(e)s en lutte. C'est dans cette résistance collective que nos revendications pour un service public autogéré fuseront au-delà de nos sphères militantes. C'est dans cette résistance que l'éducation libertaire s'épanouira.

Régis Balry - groupe de Nantes

Nombre de citations sont tirées de deux ouvrages : « L'école sacrifiée » de Nico Hirtz ; « tableau noir. Résister à la privatisation de l'enseignement » de Gérard de Selys et Nico Hirtz.

abonnez-vous!

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublet
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie :
Les Informations dieppoises SA,
8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vierge

Face à la politique anti-immigrés du gouvernement

Les sans-papiers restent mobilisés

CETTE ANNÉE ENCORE, LES médias nous ont indiqué le lieu où Jospin avait passé ses vacances : c'est fou ce que l'on peut recevoir comme infos ! Nous aurions préféré mieux connaître les centres de rétention qui ont reçu si généreusement les sans-papiers pendant juillet et août (combien d'étoiles au guide Michelin ? Amabilité du personnel, qualité des repas, faut-il retenir longtemps à l'avance ?). Nous aurions aimé savoir si les sans-papiers, gentiment forcés par l'Europe à prendre un repos bien mérité après des années d'esclavage et de lutte, étaient satisfaits des compagnies aériennes qui les ont gracieusement reconduits dans des pays où, chacun le sait, règne la misère, les guerres, la torture et les exécutions sommaires, mais qui sont des territoires financièrement juteux « amis de la France ». Saluons au passage l'abnégation dont fait preuve la plupart des journalistes, qui nous parlent tous les jours de la mondialisation du marché du travail, et qui jamais ne se plaignent de la mondialisation du marché de l'info et des sujets imposés par leur patron.

Répression à tour de bras

Pendant l'été de nouvelles victimes sont tombées sous les balles de la politique franco-africaine. Un mort au centre de rétention d'Arcenc. Deux adolescents guinéens retrouvés décédés dans le train d'atterrissage d'un avion. Des hommes se sont suicidés parce que leur demande de régularisation, piétinée par un avis d'expulsion, n'était ni plus ni moins que la chronique d'une mort annoncée. Il y a aussi tous ceux qui ont été reconduits dans le pays qu'ils fuyaient, et dont nous n'avons plus de nouvelles, à quelle commission d'enquête de l'O.N.U. doit-on s'adresser pour connaître leurs sorts ? Beaucoup trop déjà ont allongé la liste, commencée par leurs aînés, tirailleurs sénégalais ou

algériens, morts pour « les intérêts de la France ». Mais fi de la sensiblerie, le gouvernement maintient crânement les lois Pasqua-Debré-Chevènement et la Justice persévère dans sa mission de criminalisation des luttes. Romain Binazon, membre de la coordination nationale des sans-papiers a été arrêté et condamné. Il s'était rendu à une convocation de la préfecture de police, accompagné de diverses personnalités. Malgré la délégation, Romain a été conduit directement à l'aéroport et a refusé d'embarquer. Trois mois de prison ferme et trois ans d'interdiction du territoire français pour ce sans-papier dont le plus grand tort, aux yeux du pouvoir, est sans doute d'être un militant actif de la cause des sans-papiers. Dans la catégorie « Délit de solidarité », Michel Beurrier secrétaire de l'UD CGT du Puy-de-Dôme fera appel le 15 septembre de sa condamnation à deux mois de prison avec sursis et 3000 F d'amende.

Dans le même temps, Jospin intime aux « différents ingrédients pluriels » participant à son gouvernement de ne parler que d'une seule voix, la sienne. Rappelons que les divers partis politiques qui prétendent militer pour la régularisation de tous les sans-papiers, ont encore le choix entre collaborer ou partir, le choix entre le chant des sirènes du pouvoir et les cris de révolte des sans-droits.

Crapulerie politicienne

Les préfectures affirment appliquer la loi ; Jospin parle de traitement humanitaire des dossiers traités hors délais alors que des sans-papiers togolais sont ou risquent d'être expulsés, des avocats dont Vergès (qui a défendu le dictateur Eyadéma) et M. Portejoie, portent plainte contre Amnesty International qui a rendu publique ses observations concernant le Togo. Le rapport incriminé rend compte, entre autres, des liens au minimum mal-sains, entre la France et un pays qui pratique la torture et les exécutions

sommaires à bord d'avions français. Que Vergès soit présent dans cette affaire n'est pas étonnant, mais M. Portejoie n'est pas qu'avocat, il est élu socialiste de la mairie de Clermont-Ferrand, et tant que les politiques protégeront les dictateurs qu'ils soient togolais ou de n'importe quel pays, les préfectures auront toujours beau jeu de prétendre que ceux qui ont fui leur pays peuvent y retourner sans crainte... Mais ceci n'est qu'une illustration de la crapulerie dont sont capables les politiques. Et dans ce cas de figure, comme dans d'autres, la gauche n'a vraiment rien à envier à la droite.

Sur la questions des sans-papiers, nous avons toujours un Jospin raide ses positions pro-européennes (surtout quand il est question des accords de Schengen) et un Chevènement fidèle à la préférence nationale et bien décidé à buter les sauvages étrangers hors de France. Mais les sans-papiers et ceux qui les soutiennent restent aussi sur leurs positions.

Tous à Paris le 2 octobre

Il est hors de question pour eux d'accepter le statut de clandestins, de marchandise humaine, main-d'œuvre bon marché qui permettrait aux multinationales d'avoir ses esclaves sur place et d'imposer la baisse des salaires à tous les travailleurs. Pas question pour eux de se voir interdire de partager les richesses pillées en Afrique et accumulées en France. Pas question pour eux de baisser les bras, encore et encore la lutte continue. Dans la dignité et avec la force que donne la conviction d'avoir raison, ils se battent pour ne plus être des humains de deuxième catégorie. Grèves de la faim en juillet à Lille, à Toulouse. Trois cents sans-papiers investissent, en ce moment même la maison des Ensembles rue d'Aligre à Paris, d'autres occupent le local des Verts. Pour avoir, en compagnie de quelques membres du collectif clermontois, marché durant une étape aux côtés des marcheurs sans-... (devant la bibliothèque), et une permanence de 15 h 30 à 17 h le samedi, à la Passarelle, rue des Trois mages à Marseille.

■ Un groupe F.A. se constitue en Saône-et-Loire, pour tout renseignement et contact : La vache noire c/o La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc 69001 Lyon.

■ La rédaction salue la naissance du petit Jérémie...

■ Le café libertaire de l'Union locale de la FA de Lyon ouvre désormais ses portes tous les vendredis de 21 h à 1 h. La Plume Noire, 19, rue Pierre Blanc, 1^{er} (entrée par l'allée). La librairie La Plume Noire est ouverte les mercredis et samedis de 15 h à 19 h et les jeudis et vendredis de 17 h à 19 h.

■ Le groupe Marius Jacob de la FA tient une table de presse le samedi de 13 h à 15 h

■ Permanence du groupe Emma Goldman de Bordeaux tous les samedis dès 16 heures à l'Athenée libertaire, 7, rue du Muguet.

■ Alternative Libertaire-Belgique de septembre. Au sommaire : Le libéralisme, science ou religion ? ; L'argent de la dioxine et les dioxinés ; Affaire Dutroux ; Pour l'abolition de l'apartheid international... Disponible à librairie du Monde libertaire ou par correspondance (20F l'exemplaire, chèque à l'ordre de Roger Noël) à la BP 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles.



papiers de Toulouse, j'ai pu constater que l'allure et la cadence avec lesquelles ils avancent témoignent d'une détermination inébranlable. Cette marche permet à tous ceux et celles qui se prononcent pour la régularisation de tous les sans-papiers (qu'ils soient militants ou non), d'affirmer publiquement leur soutien en marchant à leurs côtés. Le collectif de Clermont-Ferrand a décidé de faire en sorte que leur arrivée à Paris soit un événement national, et appelle tous les collectifs de sans-papiers ou de soutien à venir manifester leur engagement le 2 octobre lors de leurs arrivées à Massy. Au-delà de la performance sportive, c'est bien une

marche pour la liberté qui est entreprise par les sans-papiers et c'est une gifle pour tous ceux qui escomptaient le voir capituler.

Quant à nous, anarchistes, nous serons toujours là pour exiger le droit à la libre circulation pour tous et rappeler, comme l'a formulé Bakounine : la liberté des autres étant la mienne à l'infini.

Martine
(Clermont-Ferrand)

La marche sera le 16 à Brion ; le 17 à Lucay-le-libre ; le 18 à Vierzon ; le 19 à Salbris ; le 20 à Lamotte-Beuvron ; le 21 à La Ferté Saint-Aubin ; le 22 à Orléans ; le 23 à Artenay, le 24 à Toury ; le 26 à Merville...

Faits d'hiver Car chez ces gens-là, monsieur...

De lui, « on » n'aurait jamais cru cela ! Pensez ! Un ministre ! Et pas n'importe quel ministre, un ministre de l'Intérieur ! Et pas le ministre de l'intérieur de n'importe qui ! Celui du général de Gaulle ! Celui que le général avait chargé le 31 mai 1968 de mater « la chienlit révolutionnaire » ! Un homme d'ordre donc ! Un homme aux ordres ! Un homme dur ! Sans état d'âme ! Un chène de Noël illuminé par toutes les vieilles valeurs du terroir ! Un bloc maçonné travail, cimenté famille et bétonné patrie ! Un vrai chrétien bien sûr ! De lui, de sa rigueur austère et hautaine, on savait qu'il n'y avait rien d'autre à attendre que des coups. L'interdiction de « La Case du Peuple », c'était lui. L'élaboration de la loi anticasseurs destinée à mater les derniers enragés d'un printemps trop bref et à casser les reins aux grandes luttes des années 70, c'était encore lui. Il avait la répression chevillée à l'âme, mais il en faisait un combat pour la défense d'un certain ordre, de certaines valeurs et d'une certaine morale.

Il ne manquait, bien évidemment, pas d'argent. Cet homme, ce ministre de l'Intérieur, ce défenseur de l'ordre, ce chien de garde du vieux monde et de ses vieilles valeurs, ce bourgeois, ce chrétien... vient d'être condamné par le conseil des prud'hommes de Paris à verser 162 188 F à Joséphine, sa bonne péruvienne, sans-papiers, qu'il a employé sans la déclarer de 1988 à 1998. Qu'il faisait bosser, sans protection sociale aucune, du lundi au samedi. Qu'il rémunérait de ci de là avec de temps à autre un petit billet de 500 F à la fin de la semaine. Et qu'il a viré, séance tenante, quand il lui a demandé de venir bosser le dimanche et qu'elle a refusé. C'est pas Dieu possible !

Raymond Marcellin, ce Pasqua aux petits pieds, ce moine soldat de la mise au pas de l'immigration, aurait employé une sans-papier ? Ce Clemenceau de la défense de l'ordre aurait employé quelqu'un sans la déclarer ? Ce chrétien bon teint en aurait croqué de l'esclavagisme ? Ce bourgeois plein aux as se la serait joué rapla... Et ben oui ! Chez ces gens-là, monsieur, c'est toujours comme ça !

Ça a toujours été comme ça et, n'en déplaise aux ceapules staliniennes du PCF, qui, il y a trente ans nous traitaient de gauchistes-Marcellin (l'hitlerotrotskisme étant passé de mode), et qui aujourd'hui roulent carrosse avec les cousins germains de ces gens-là, nous sommes de plus en plus nombreux à nous battre pour qu'il en soit autrement !

Jean-Marc Raynaud

En bref

Interview de la Confédération paysanne

Nous refusons de produire de la merde

Voici la synthèse de trois interviews réalisées pour Radio libertaire. José, Jean-Emile, Jean-Pierre, agriculteurs adhérents à la Confédération paysanne de l'Aveyron, du Gard. Deux sont inculpés dans l'action contre le Mac-do de Millau.

Radio libertaire: Quel était l'objectif de votre action?

Un militant de la CP: L'action du 12 août contre le Mac-Do de Millau a été élaborée afin de protester contre un dictat des États-Unis. En effet, l'Union européenne a décidé de suspendre l'importation du maïs transgénique, en partie, grâce à la campagne que nous avons menée. Les États-Unis, ont décidé (par mesures de rétorsion contre la non-importation de bœuf aux hormones américain) de taxer à 100% certains produits dont le Roquefort. Il faut savoir que ce fromage fait vivre toute la région: les paysans, mais aussi les salariés des caves coopératives. De plus, nous avons réussi à ce que ce fromage soit vierge de tout lait produit avec des brebis ayant mangé des végétaux génétiquement modifiés.

Nous avons démonté — et non pas détruit — un Mac-Do en construction de notre région. Mais nous voulions aussi aller plus loin, c'est-à-dire porter sur la place publique le débat sur la qualité des aliments que les gouvernements et les industriels agricoles veulent nous imposer (paysans, salariés et consommateurs). Depuis quelques années, les scandales se succèdent: vaches folles, pollution de l'eau en Bretagne, poulets nourris avec des boues industrielles, etc. Pour nous ce n'est pas dû au hasard ou à la malchance,

mais au système productiviste. C'était une action « citoyenne » et non corporatiste comme le fait la FNSEA.

R.L.: Pourquoi?

À la Confédération paysanne, nous pensons que nous ne pouvons pas isoler ce qui se passe dans notre secteur (l'agriculture) du monde extérieur, les problèmes sont liés et ont la même origine. La « malbouffe » ou les licenciements dans une usine ont une origine commune: la mondialisation. Quelle agriculture voulons-nous pour demain? Quelle nourriture voulons-nous demain? Ce débat n'appartient pas qu'aux paysans. Ce sont tous les citoyens qui doivent décider.

R.L.: Cette guerre économique ne fait que commencer?

Une réunion planétaire pour l'organisation du commerce mondial à lieu à Seattle (États-Unis) au mois de novembre. C'est donc maintenant qu'il faut mettre la pression, car bien évidemment ni les gouvernements, ni les multinationales ne nous demanderont notre avis. Il est nécessaire que salariés, paysans-producteurs et consommateurs s'allient pour combattre ce processus dont le seul but est de faire de l'argent! Par exemple, nous sommes contre la concentration des terres. Nous préférons quatre fermes moyennes

qu'une seule immense. Nous refusons de produire de la « merde » (dangereuse pour la santé) pour le plus grand nombre de nos citoyens et des « produits bios et chers » pour une élite. Nous sommes pour une agriculture paysanne où les paysans seraient fiers de ce qu'ils produisent.

Les directives, les normes européennes que nous subissons sont toutes faites pour nous faire disparaître. Les investissements qu'elles nous imposent sont trop lourds pour des exploitations moyennes, familiales qui travaillent sur la qualité des produits. Sur l'élevage, aucune contrainte, ce qui favorise ceux qui donnent n'importe quoi à manger aux brebis (les farines industrielles). Par contre sur la transformation du lait en fromage, on nous fait comprendre qu'il serait plus simple d'utiliser l'eau distribuée par la Lyonnaise ou CGE déjà aux normes, plutôt que de l'eau source avec à la clé de multiples contrôles sanitaires à nos frais. Les normes ne sont pas très efficaces, puisque la plupart des bavures sont arrivées chez des marques qui les respectent.

R.L.: Vos arrestations remettent en cause l'action syndicale

C'est aussi une évidence, si après chaque manifestation ou défilé, l'État arrête des manifestants et leur demande une caution de 100 000 F, toute revendication est impossible. Ce d'autant plus, qu'il y a en la matière, deux poids et deux mesures. Quand le bureau de Mme Voynet est complètement détruit par un commando de paysans de la Beauce

dont on connaît les revenus, personne n'est arrêté, ni inquiété. Il faut dire que ceux-ci ne remettent pas en cause le fondement de ce système, mieux ils le cogèrent, la FNSEA est aux commandes de tous les lobbies qui sévissent dans le monde agricole.

R.L.: Vous avez reçu des soutiens de partout...

Oui, cela prouve que nous avons

réussi à mobiliser autour de ce thème en France comme à l'étranger. Mais nous refusons toute récupération politicienne, malgré les efforts de certaines organisations d'extrême gauche pour se faire mousser. À la Confédération paysanne, les responsables n'ont pas le droit d'avoir de « postes » dans un parti politique au niveau national et départemental.

synthèse réalisée par Wally



Confédération paysanne

Solidaires contre la répression, actifs contre le capital

C'EST DONC LE MARDI 7 septembre que le syndicaliste paysan José Bové est sorti libre de la prison de Villeneuve-les-Maguelone après le paiement d'une caution de 105 000 F. Cette libération a donné lieu à de vifs débats dans les rangs de la Confédération paysanne puisque J. Bové avait déjà refusé le paiement de ce qu'il considérait comme une rançon fixée par la justice pour son activité syndicale. En fait, l'organisation agricole estimait ne plus être en mesure de gérer le caractère spectaculaire pris par l'affaire.

Écartant l'offre très médiatique et intéressée du paiement de la somme par les patrons de Roquefort, la Confédération n'avait pas baissé les bras dans les actions de soutien à son militant: occupations, manif, pétitions, collectes de fonds... continuaient dans de nombreuses villes. Et c'est bien le fruit des collectes et dons spontanés qui a servi à payer les 105 000 F, ce qui en dit long sur le soutien populaire à cette lutte paysanne.

Au-delà de cette libération, il convient de rappeler que la juge Nathalie Marty a mis en examen une autre personne (Jean-Paul Delaite) à

qui elle réclame 55 000 F de caution. Qu'Alain Soulié (Confédération paysanne) a été mis en examen et convoqué le lundi 13 septembre au tribunal, et que d'autres mandats d'amener risquent de pleuvoir contre d'autres participants à l'opération sur le chantier du Mc Do de Millau.

Les comités de soutien

Assez vite, la Confédération paysanne a mis en place des comités à travers la

France pour amplifier le soutien à José Bové. Vouant écarter les organisations politiques pour n'y inviter que les organisations syndicales, associations de consommateurs et organisations environnementalistes (Nature et progrès...), les confédérés insistent pour que les associations type ATTAC (militant pour l'instauration de la taxe Tobin) soient présentes. Objectif avoué: une fois la répression passée, ces comités, que la Confédération disait ne pas avoir les moyens de faire vivre, devaient

s'orienter sur un travail d'information et de pression sur le gouvernement en vue des négociations sur l'OMC qui débuteront à Seattle en décembre.

Mais les orientations prises par les comités locaux qui vont devenir de simples instruments de lobbying auprès de Chirac et de Jospin peuvent-ils intéresser encore les anarchistes fédérés? Nous sommes divisés sur la réponse. Bien sûr, notre but n'est pas de réformer l'OMC, mais d'abolir le capitalisme; nous ne prenons pas les tenants de l'ordre étatique pour autre chose que des complices de la mondialisation économique et de ce qui en découle. Nous ne nous faisons donc aucune illusion sur la nature de leur mission au sommet de l'OMC et sur la place à occuper dans les comités qui risquent de s'enfermer dans des débats de fond mais sans fins et surtout sans présence sur le terrain.

Pourquoi faire?

Dans le même temps, notre rôle dans ces structures, en fonction des situations locales (1), peut servir à préciser justement notre analyse sur la vraie nature du capitalisme et le rôle qu'y jouent les États et ceux qui les dirigent. Nous pou-

vois peut-être y faire part de notre réflexion sur l'ordre social et politique qui pourchasse les militants antinucléaires, les sans-papiers, qui criminalisent leurs soutiens, expulsent les chômeurs en lutte des ASSÉDIC occupés, qui rançonnent les syndicalistes paysans antiproductivistes. Nous devons prioritairement y développer des pratiques d'actions directes solidaires avec tous les inculpés de l'affaire de Millau, contre l'OMC et les OGM, et ceci avec les personnes qui ont envie de passer à l'offensive sur le terrain des luttes sociales, non politiciennes. Ce qui rebouterait bien des associations, antichambres d'une gauche tranquille, qui restent généralement bien au chaud pour combattre l'injustice d'un capitalisme insuffisamment taxé. Et qui écarteraient les Verts qui ont pour méthode de luttes d'interpeller leurs « camarades » députés afin de jouer le chaud et le froid avec Jospin pour finalement rester à ses côtés quoiqu'il arrive. Qui se plaindrait de tout cela, puisque l'on gagnerait en dynamique radicale?

Daniel. — groupe du Gard

(1) Dans le Gard, la Confédération paysanne n'accepte pas les organisations politiques, F.A. comprise.



Grève des éboueurs à Marseille L'odeur des poubelles...

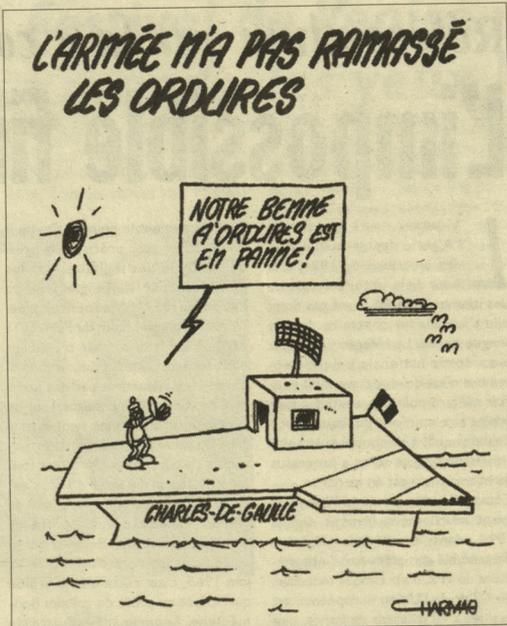
LE 18 AOUT DÉBUTE UNE GREVE dans les 13^e et 14^e arrondissements de Marseille, opposant les 32 salariés de la société Bronzo (ramassage des déchets), à leur employeur. Les revendications intersyndicales (FO, CFDT, CGT) sont alors simples et portent sur les conditions de travail: augmentation des effectifs et du matériel. Cette société, dont l'actionnaire unique est la Société des Eaux de Marseille (50% Lyonnaise des Eaux, 50% Vivendi) va temporiser 13 jours jusqu'à finalement accepter les demandes des grévistes. A l'origine de ce conflit, il y a un marché passé entre la ville de Marseille et des sociétés privées auxquelles elle « cède » un tiers du ramassage des ordures. Le nouveau cahier des charges qui fut défini par la ville permit aux deux parties de réaliser des profits substantiels, alors que les salariés voyaient les cadences et temps de travail - effectif - s'emballer (les tournées de ramassage qui débutaient à 5 h pour finir à 12 h 30 finissent alors à 15 h). Ce conflit long met en lumière l'attentisme coutumier de la municipalité, qui après s'être laissée bercer par les échos en provenance de quartiers sans doute trop lointains

(nord de la ville), est allée jusqu'à demander l'intervention d'une armée providentielle! Le discours officiel, à ce point du conflit, est rythmé par un échange de fond de cours entre monsieur Gaudin (maire à étiquette UDF) et les maires d'arrondissements (majorité plurielle), qui se rejettent les responsabilités de ce conflit. L'éternel refrain anti-mairie trouve ici un écho des plus fameux, tant il est vrai que les actions « politiques » de la municipalité sont en décalage avec les nécessités des habitants.

L'ultralibéralisme des élus locaux

Le 27 août, au 9^e jour du conflit, la grève s'étend à l'ensemble des services de ramassage des déchets, public comme privés. La population manifeste alors son mécontentement en mettant le feu aux ordures (jusqu'à 70 départs de feu par jour) ou en les épandant sur la chaussée. Le 31 août, la mairie craignant les risques épidémiologiques tout en jouant la carte de la dramatisation charge 12 personnes de nettoyer le quartier de Noailles (centre-ville) après un rapport inquiétant de la DDASS. L'accord est signé le soir même.

Ce conflit soulève plusieurs questions, principalement celle du désengagement de l'Etat et des collectivités territoriales de la vie locale, du moins de ses impératifs quotidiens. Le ramassage des déchets, qui est un service public directement financé par nos impôts, est sujet à spéculation et prise d'intérêts de la part des « autorités » politiques. La conséquence visible et instantanée de ce capitalisme d'Etat est la dégradation des conditions de vie des employés: aujourd'hui ceux de la société - privée - Bronzo, naguère ceux des membres des services de santé... Toutefois, les velléités ultralibérales de nos élus locaux trouvent leur point d'arrêt dans le réalisme d'une telle action: même en déplaçant les contraintes sur des employés du secteur privé, les nécessités économiques ne font pas toujours loi. Sur le plan professionnel, ceux qui effectuent le service public, dans le cadre d'un travail régit par la règle du marché, se retrouvent soumis à deux pressions antagonistes: d'une part l'exigence du service public, qui doit assurer la qualité de la vie collective; d'autre part l'engrenage marchand qui soumet le travailleur à la « nouvelle précarité » (rendement au détri-



ment des conventions collectives, des conditions de sécurité, et même de la loi, comme le disait un protagoniste du conflit). Quant aux usagers, il est évident que la qualité des prestations se dégrade sous l'action de cette volonté libérale. Il s'en suit une « nouvelle précarité » du quotidien: il devient urgent de réinventer ce fameux service public, dont l'inexo-

rable rabotage fait disparaître l'illusion d'un minimum vital qui nous serait garanti par l'institution. Certains ne pourraient voir dans de telles luttes qu'un épiphénomène social. Elles comptent pourtant parmi les signes les plus visibles de la démission lentement négociée de l'Etat au profit de l'économie.

Groupe Marius Jacob.
(Marseille)

Le frigo vole dans « Entrevue » La bavure est dans la rue...

JUSQU'À PRÉSENT SPÉCIALISÉ DANS LE « TRASH & PEOPLE », le mensuel « Entrevue » s'est signalé, cet été, par une entrée remarquée dans le journalisme d'investigation. Le reportage crapoteux dans les poubelles du show-biz ne donnait plus entièrement satisfaction à un lectorat qu'on devine exigeant. La rédaction de ce qu'on est, hélas, censé appeler un journal, n'écouterait que la voix de sa conscience et forte d'une déontologie à toute épreuve, trempée dans le respect de ses lecteurs (exigeants) a envoyé ses grands reporters dans les contrées les plus sauvages et les plus dangereuses de la planète: les banlieues et leurs cités infernales, où règne la loi de la jungle! Ambiance exotique garantie: sons lancinants des djembés, volutes permanentes et voluptueuses du hachich et c'est tout juste si on n'a pas eu droit aux indigènes percés façon os dans le nez! On y apprend les choses les plus épouvantables sur ces bandes de jeunes qui zonent, boivent, sniffent, fument, squattent toits et caves, et terrifient leur voisinage. Armés jusqu'aux dents, ces gangs font même peur aux flics, qui, les pauvres, n'osent plus pénétrer sur leurs territoires! Le sommet étant atteint par, photo à l'appui, le scoop: un frigo lancé du haut d'une tour sur une patrouille de keufs! Nos lecteurs auront tout de suite flairé le coup: c'est tout faux. Reportage bidonné de a à z, flics figurants, jeunes achetés pour quelques sous, le frigo se révélant n'être qu'un vulgaire bloc de polystyrène! On ne sait plus s'il faut rire ou gerber devant un tel étalage de bêtises crasses. Mais, par delà la caricature épaisse, on remarquera que ce n'est pas la première fois où les médias se font prendre les billets à la main, en train de stipendier des drôles pour jouer les durs et faire peur aux bourgeois... Quand, à l'aide d'une palette graphique, on ne les affuble pas, ce qui arriva à trois jeunes beurs, d'une barbe pour faire intégriste et crier au péril islamiste.

Un climat sécuritaire

« Entrevue » n'est pas le seul magazine à faire dans le sensationnel, bien d'autres l'ont fait avant, et pas que des journaux, à commencer par le ministre de l'intérieur et sa volonté de mater les sauvages! Tout compte fait, il n'y a rien d'amu-

sant, au contraire. Tout cela s'inscrit dans un climat général d'hystérie sécuritaire. La sécurité étant proclamée problème numéro un des français, loin devant celui du chômage (prétendument en passe d'être résolu).

Qui peut le croire, alors que la flexibilité, la précarité, le mal-logement, la smicardisation (au mieux) etc. etc. etc. continuent leurs ravages, que le mal-être dans les quartiers comme ailleurs augmente, que d'autres mauvais coups contre la Sécurité et les retraites se préparent?! Une nouvelle fois, il s'agit par manipulations médiatiques, de détourner les exploités des causes réelles de leur mal-vivre, en jetant l'opprobre sur une catégorie de la population déjà mal lotie: la jeunesse des cités. Dans ce contexte, ce genre de « reportage » doit être pris pour ce qu'il est: un moyen un peu plus ignoble qu'un autre pour chauffer les esprits, monter la tension, en rajouter sur le sentiment d'insécurité que peuvent ressentir des individus (il ne faut pas nier la réalité) et cautionner par avance toutes les actions policières, y compris les plus contestables, au nom de la défense des biens et des personnes. On connaît ce genre qui aboutit par avance les cow-boys, se référer au couple Pasqua-Pandraud, et on sait ce qui ne manquera pas de survenir: la bavure...

Frigo virtuel, balle réelle

En désignant comme suspect tout jeune (et bronzé alors là!), en le montrant du doigt comme forcément délinquant, arrive ce qui doit arriver... Farad Boukhalifa, 22 ans, de Cormeilles-en-Parisis (Val d'Oise), se trouve maintenant entre la vie et la mort depuis la nuit du 1^{er} au 2 août. Version policière: un accident... « Soupçonné d'avoir grillé plusieurs feux rouges au volant d'une voiture appartenant à l'un de ses frères, a été pris en chasse par une équipe de la BAC (Brigade anti-criminalité) d'Argenteuil. Une course poursuite se serait engagée, avant que les policiers puissent procéder à un contrôle. Farad Boukhalifa se serait alors violemment rebellé et aurait tenté de se servir de l'arme d'un des policiers. Au cours de l'échauffourée, le coup de feu serait parti en l'air avant que la tête de Farad heurte le trottoir. »

Pas de chance pour eux, un témoin, Hamid S., père de famille de trente-quatre ans, et passager de la voiture. « Il n'y a eu ni course poursuite ni rébellion. Nous revenions d'un restaurant, et on se dirigeait tranquillement vers mon domicile quand soudain, une 306 blanche a déboulé devant nous. On n'a pas calculé que c'était des flics. Leur voiture était banalisée. Ils nous ont éclairés avec un projecteur puis sont sortis de leur véhicule. Farad est sorti les mains en l'air. Le coup de feu est parti avant même que j'aie eu le temps d'enlever ma ceinture de sécurité. À travers la vitre, j'ai vu Farad tomber ». Le sort s'acharne sur les pandores: les médecins constatent que Farad a bien été blessé par balle, un fragment métallique est logé dans son cerveau. Et dire que le Parc de Pontoise a couvert la version des flics, histoire d'enterrer l'affaire! Faut-il en déduire une réforme du code de la route, un soupçon de feu rouge non respecté entraînant automatiquement la peine de mort et justice étant faite par les chaussettes à clous? On imagine la une des journaux si l'inverse s'était produit et si c'était le flic qui avait été touché... Entre le jeune laissé mort sous une voiture il y a quelques mois et les flics condamnés pour torture (l'Etat français aussi par la même occasion), faut avouer que ça fait tache. Mais qu'importe la vie de quelques jeunes, qu'importe la dignité des individus, l'Etat a choisi le tout répressif parce qu'il sait que la politique menée ne peut qu'aggraver les conditions de vie de franges entières de la population, laissées pour compte d'un système fondamentalement injuste, et qui pourraient être poussées à la révolte par le désespoir.

Criminaliser tout mouvement social un peu dérangeant, qui fait des remises en cause, reste son objectif. On l'a bien vu, après l'entolage de José Bové et l'inculpation de ses copains, alors que leur action, c'était rien par rapport aux dégâts causés par d'autres manifs paysannes, mais quand c'est organisé par la FNSEA et son rôle trouble au sein de la paysannerie, c'est autre chose... Le calcul de l'Etat est cynique, pour lui, autant se préparer au pire, fût-ce au prix de quelques bavures. À nous de le dénoncer et de combattre sans répit cette campagne nauséabonde sur l'insécurité.

Eric Gava (groupe de Rouen)

dans le monde

Référendum sur la « concorde nationale » le 16 septembre

L'impossible fin de guerre en Algérie

LA GUERRE CIVILE QUI RAVAGE l'Algérie depuis l'annulation des élections de 1991, à la suite de la victoire écrasante des islamistes du FIS, n'est pas finie: elle s'installe au contraire dans la longue durée. Le référendum sur la « concorde nationale » du 16 septembre n'est qu'un paravent du pouvoir militaro-politique, destiné à faire croire aux opinions publiées occidentales qu'il a remporté la victoire sur l'islamisme et qu'un « processus démocratique » est en marche. Tétanisé par sa peur de l'islam, et ayant lourdement investi depuis 1994 dans le régime algérien (l'ensemble des aides par l'intermédiaire du FMI, de la banque mondiale, du G7 et de l'Union européenne est évaluée à 40 milliards de francs, sans compter les achats massifs d'hydrocarbures), l'occident est tout prêt à accepter cette fable et à fermer les yeux sur la violence quotidienne qui va continuer, simple bruit de fond en arrière plan de la mélodie capitaliste.

L'armée algérienne tire les ficelles

De fait, le pouvoir des militaires dont l'assise avait été menacée en 1992, a rétabli la situation à son profit mais sans réel moyen (probablement même sans réelle volonté) de l'emporter totalement et d'établir une paix démocratique, fut-elle bourgeoise et capitaliste. Peu importe en fait: le pétrole et le gaz vont continuer de traverser la Méditerranée, les médias vont oublier l'Algérie comme ils ont oublié l'Irak ou l'Afghanistan, et les spécialistes vont classer ce pays dans la catégorie « conflit de basse intensité », c'est-à-dire soumis à une violence quotidienne, structurant les rapports sociaux, mais que l'on évite de nommer vraiment. Depuis l'indépendance, et même un peu avant, c'est

l'armée qui tient le pouvoir. On peut même dater avec précision la prise de contrôle des militaires sur les politiques par l'étranglement au Maroc en 1957 d'Abane Ramdane, véritable tête pensante du FLN, qui a payé de sa vie la volonté d'imposer « la primauté du politique sur le militaire ». Son assassinat par des hommes du service de renseignement de la révolution algérienne symbolise la prise du pouvoir effectif par les « seigneurs de la guerre ». On en est toujours là aujourd'hui. En 1962, c'est grâce aux chars de l'ALN (Armée de Libération Nationale) et contre les moudjahidin que Ben Bella est porté au pouvoir. Trois ans plus tard, le 19 juin 1965, c'est cette même armée qui l'évince au profit du colonel Boumédiène. Supprimant le poste de chef d'état-major, Boumédiène assure lui-même celui de ministre de la Défense, consacrant la confusion entre chef de l'armée et du pays. Ses successeurs ne changeront rien d'important à ce modèle: l'Algérie a donc connu en 37 ans d'indépendance, 33 ans de pouvoir militaire total. Mais au-delà de ce constat, il est difficile de comprendre les mécanismes de décision, tant l'opacité du régime et sa volonté de sauvegarder les apparences sont fortes. On peut s'accorder sur le fait que le vrai pouvoir est d'essence militaire, tenu par une poignée de hauts-gradés des services de renseignement et de l'armée. Pendant 30 ans ils ont tiré les ficelles du parti unique, le FLN, avant que celui-ci ne joue les fusibles lors des émeutes de 1988 puis face à la vague islamiste; ils tirent maintenant celles du multipartisme. Qu'un gouvernement civil veuille s'écarter de la ligne tracée et il est remplacé (Mouloud Hamrouche en 1991) ou mieux, assassiné, comme Mohamed Boudiaf en 1992.

La lutte pour le partage de l'immense rente du pétrole et du gaz

est la motivation principale des militaires. Derrière l'ancienne rhétorique nationaliste et maintenant le credo moderniste à usage externe, les préoccupations sont d'ordre purement matériel.

Pendant la guerre, les affaires continuent

Les clans qui dominent l'armée sont avant tout des groupes d'intérêts. Les conflits, qui se gèrent souvent par civils interposés, sont des luttes d'influence liées aux partages des flux financiers. Une seule limite existe, mais c'est une absolue ligne rouge qu'aucun ne transgresse: ne jamais remettre en cause les conditions de la survie du régime. Le résultat est d'une rare efficacité sur la durée. Même dans le monde de la corruption généralisée, il y a peu de pays dont les richesses aient été si systématiquement pillées. Les généraux contrôlent le marché des hydrocarbures mais aussi investissent dans tous les secteurs stratégiques et se partagent les différentes activités commerciales de grande ampleur. La loi du silence règne. Les officiers de grade inférieur participent au système à des degrés moindres. L'armée algérienne est ainsi une mafia au sens premier du terme, qui compte 140 généraux (contre une vingtaine il y a 10 ans), hors du droit commun, se déplaçant uniquement en limousine blindée, vivant dans des résidences séparées. Ce monde parallèle n'a qu'une politique: durer, quel qu'en soit le prix. Dans cette logique, la victoire sur les islamistes n'est pas souhaitable. L'armée cherche avant tout à stabiliser la situation à un niveau de violence qui justifie son action et dont elle a suffisamment le contrôle pour que les affaires prospèrent. L'effort de guerre effectif de l'Etat témoigne de cette logique. Seuls 120 000

hommes sont sous les drapeaux pour une population de 30 millions d'habitants et l'armée algérienne, pourtant fort riche, n'a pas investi notablement dans du matériel adapté à la guerre civile. La géographie des implantations militaires montre la vraie logique de guerre: protéger l'Algérie « utile ». Celle-ci se limite à la capitale, finalement assez peu touchée à l'exception d'attentats spectaculaires, aux grandes villes et aux zones pétrolières. Pendant la guerre, l'Algérie a réussi à doubler sa production de gaz, et les zones pétrolières ont été totalement préservées. Il y a bien des massacres contre les populations mais jamais d'attentat contre les intérêts économiques soigneusement protégés. Mais cela ne suffit pas aux militaires qui cultivent avec un soin maniaque l'image de marque internationale de l'Algérie. Ils font tout pour préserver les apparences et se veulent très légalistes, comme le montre les élections totalement truquées qui se déroulent périodiquement, ainsi qu'aujourd'hui le fameux référendum sur la réconciliation nationale. L'occident ne demande pas plus que ces faux semblants pour laisser les affaires, grandes et petites, prospérer à l'ombre de la prétendue lutte du régime contre l'obscurantisme islamiste. L'Algérie officielle a longtemps été un centre de la diplomatie secrète en servant d'intermédiaire dans des affaires de terrorisme et d'enlèvement d'occidentaux; elle endosse aujourd'hui le rôle de rempart contre l'intégrisme.

L'islamisme: FIS ou GIA?

À court terme, le pouvoir d'Etat algérien a su s'assurer la maîtrise de la situation. L'islamisme ne constitue plus une option de remplacement crédible, ni dans sa version « modérée » et bourgeoise, le FIS et l'AIS, ni dans sa version radicale, le GIA. Les analyses qui visent à imputer à l'armée algérienne la totalité des tueries et n'admettent que du bout des lèvres l'existence du GIA (en en faisant un simple groupuscule manipulé par les services spéciaux du pouvoir) ne sont qu'affabulation. La naissance du GIA sur les décombres du FIS dissout en 1991 relève de deux logiques: D'abord elle est le témoignage d'une sensibilité islamiste radicale, qui s'autonomise et pousse à son maximum les dissensions qui existent au sein de la mouvance islamiste mondiale depuis les années 1980. D'autre part elle met en évidence la rupture entre groupes sociaux différents qu'avait réussi à fédérer le FIS pendant un temps: bourgeoisie pieuse, intelligentsia islamiste, jeunesse déshéritée. Là où le FIS s'était efforcé de mettre en œuvre une stratégie de rassemblement autour de l'idée de l'Etat islamiste fondé sur le charia, le GIA a rapidement construit son action à l'inverse, dans la perspective d'une exacerbation des contra-

dictions de la société. Exclusion doctrinale et fragmentation sociale ont conduit logiquement vers 1995 le GIA à concentrer ses actions contre ses rivaux de la mouvance islamiste. Dans cette période, qui correspond aux émirats de Djamel Zitouni et d'Antar Zouabri, le GIA est suspecté d'avoir été infiltré par les services spéciaux algériens. Même dans ce cas cela ne peut être qu'une accélération d'un processus déjà en œuvre et qui éloigne durablement les islamistes du pouvoir. À la différence des militaires, ceux-ci n'ont pas su éviter que leurs divisions internes ne dégénèrent en affrontement fratricide.

L'impossible victoire

La guerre civile a atteint un niveau d'horreur et de complexité qui l'empêche de cesser dans un futur proche, malgré la lassitude et le rejet de la majorité de la population. De nombreux éléments font penser que tout est même réuni pour qu'elle se prolonge sur la longue durée. D'abord, elle est source de richesse et de prestige pour ses acteurs en dépit des drames humains. Les bénéficiaires considérables que procure la guerre expliquent le refus d'un règlement politique par les protagonistes. Ensuite, aucun des adversaires, à l'exception de l'AIS, ne s'estime vaincu, et n'est prêt à subir les représailles de la défaite. Mais surtout La guerre, explique avec talent Luis Martinez, s'apparente de plus en plus à un style de vie qui ne cesse de renforcer la suprématie des guerriers. Ceux-ci, écrit-il, « se caractérisent par une multitude de look qui ont émergé au cours du conflit: ils structurent les représentations des protagonistes et les identifient. Du côté des islamistes, le style tenue afghane et barbe abondante, caractérise les maquisards du GIA, alors que ceux de l'AIS revêtent les habits du guérilleros de type cubain: tenue militaire délavée avec casquette et barbe. La même diversité existe parmi les forces de sécurité et au choix classique entre gendarme ou soldat s'ajoute celui entre ninja en tenue noire et cagoule et policier avec lunette noire, jean et baskets. » Loin de l'aspect anecdotique, ces descriptions nous montrent un imaginaire commun de la guerre qui a pénétré en profondeur la société algérienne et qui, pour les jeunes, fait de la violence l'instrument principal de la promotion sociale. Les reconfigurations politiques en cours, le référendum censé marquer la fin de la guerre elle-même, correspondent plus à un processus de consolidation du pouvoir que de réconciliation. En fait, la généralisation du métier des armes, dans un camp comme dans l'autre, enfonce l'Algérie dans une logique déjà largement répandue au Sud de l'Afrique, celle de la privatisation de la violence.

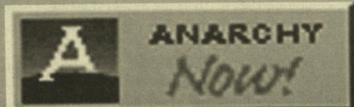
Franck Gombaud. - groupe Sabaté (Rennes)

dans la toile

Bonjour, après ces trop courtes vacances, je me plonge dans les circuits électroniques pour une nouvelle chasse à l'information. Quelques individus se décarcassent afin d'offrir aux utilisateurs du web des informations et/ou de la culture, en voici un exemple caractéristique: Svein Olav Nyberg's (<http://www.leikestova.org/solan/main.html>), depuis quelques années déjà, il gère le fanzine Non serviam qui est devenu une référence pour de nombreux anarchistes outre-Atlantique. Pour les francophones qui s'intéresseraient aux TAZ (<http://www.notam.uio.no/~mariusw/bey/french.taz.essay.html>), un zine inspiré de l'essai de Hakim Bey (<http://www.notam.uio.no/~mariusw/bey/>) existe et est vraiment mis à jour, il s'agit de ZATAZ (<http://www.zataz.com/>)... Ce n'est pas le seul qui s'en inspire mais c'est sans doute le meilleur de ceux que l'on peut trouver en français actuellement. Une association s'est créée pour lutter contre toutes les formes d'enfermement, son site est minimaliste mais vous permettra de vous faire une idée de son intérêt (<http://altern.org/arthemise/>). Si comme moi vous êtes amateur de rap, hip hop, ragga, and much

more, l'adresse suivante devrait vous passionner car la plupart des rappers nord-américains y ont prit l'habitude de déposer les textes de leurs chansons, ce qui peut nous aider dans nos adaptations françaises (<http://www.ohhla.com/index.htm>). Pour finir, voici les nouvelles adresses mails de quelques copains: Collectif contre les expulsions (ccl@altern.org), Collectif autonome de chômeurs (cach@altern.org), Caravane Intercontinentale (transnationalcar@hotmail.com), Centre social de Bruxelles/collectif sans nom (occupation@altern.org), Réseau squat (squat@altern.org). Voilà, à vous de surfer et, comme je ne me lasserai pas de vous l'écrire, à bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
alain75005@aol.com



CINÉMA

56^e Festival de Venise : Ouvrons les grands, les yeux !

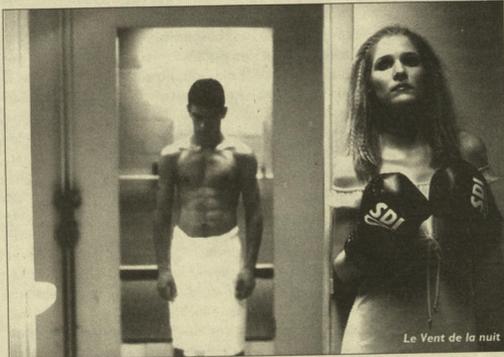
EYES WIDE SHUT, CE TITRE malicieux du dernier film de Stanley Kubrick nous invite à regarder grandement au dedans. Pour un maître comme Kubrick, regarder au dedans, c'est contempler le paysage de nos obsessions et de nos rêves, bref de nos désirs. Qu'il ait choisi ce titre pour une adaptation d'une nouvelle de Schnitzler (Traumnovelle) est une trouvaille. Que nous ne sachions pas qui a trouvé le titre, Kubrick ou son co-scénariste Frédéric Raphael, les livres qui accompagnent la sortie du film (le 15 septembre) nous l'apprendront. Le titre est une merveille, faire jouer le couple au centre de l'histoire par un vrai couple dans la vie, Nicole Kidman et Tom Cruise, est une très bonne idée. En revanche, que le cinéaste, Stanley

Kubrick, a les yeux fermés pour toujours est d'une ironie amère et une très cruelle farce du destin. Stanley Kubrick avait décidé des caches mis sur certains plans pour ne pas être frappé d'interdit (des moins de 17 ans). Mais il était ouvert à tout et regardait les films des autres. Cinéophile averti, il aurait sûrement aimé découvrir les films de Jane Campion *Holy Smoke*, de Zhang Yimou *Not One Less*, de Abbas Kiarostami *Le vent nous emportera* et de Philippe Garrel *Le vent de la nuit*. Ce n'est donc que justice que *Eyes Wide Shut* ouvre le 56^e Festival de Venise. Seul festival au monde à s'appeler festival de « L'Art cinématographique », son titre pose une question fondamentale. Le cinéma est un art, mais aussi une industrie. « Je ne fais pas de films, dit Godard, je fais du cinéma ! »

Les 18 films de la compétition viennent de 11 pays différents, ça va, c'est cosmopolite. Les films français en compétition, *Pas de scandale* de

Benoît Jacquot, *Rien à faire* de Marion Vernoux, *Le vent de la nuit* et une coproduction franco-belge Une liaison pornographique avec Nathalie

Baye au générique présentent plutôt l'irrévérence que le conformisme. Dans la section « Sogni e visioni » (Songes et visions) *Les Amants criminels* de François Ozon (voir ci-contre) sont en bonne compagnie avec les américains Wes Craven *Music of the Heart* et Joe Johnston *Oktober Sky*, un film de l'italien Davide Ferrario et une coproduction germano-russe-autrichienne, *Moon Father*, à la réputation libertaire. Une rétrospective Akira Kurosawa et des films restaurés dont les *Vitaloni* de Federico Fellini complètent le programme. Jerry Lewis et le rire recevront un Lion d'Or, alors que Scorsese, ami du festival, montrera son film *Il dolce cinema* en clôture. Regardons donc avec les yeux grands ouverts au dedans et au dehors, si le cinéma vient à bout de tout. Heike Hurst (Fondu au Noir)



Le Vent de la nuit

Les Amants Criminels François Ozon

Une jeune fille (Natacha Régnier) désire follement un jeune beur. (Salim Kechiouche). Mais le jeune beur drague aussi d'autres nanas. Comment venir à bout d'une passion ravageuse (non consommée) serait donc la question centrale du film. Qui n'est pas passé par cet état? Aimer l'autre comme danger suprême, vouloir posséder l'autre pour toujours comme leurre... Mais au lieu de relever ce défi, le film de Ozon se pâme sur les rivages de la misogynie et s'essouffle. Car la fille va demander à un autre garçon (Jérémie Renier), amoureux d'elle, de tuer le beur aux pouvoirs séducteurs. Plate-bandes balisées: racisme, sexisme, misogynie avec un zeste de sadisme et très peu d'humour. Puis commence un deuxième film. Le conte cruel de l'ogre pédophile et cannibale. Il, (Miki Manojlovic), va enfermer ces deux gamins, se taper le garçon et manger la fille, dit-il. Le puceau assassin va aimer ça. Sa copine enfermée en dessous, entend tout et se met à rêver, voyant dans son délire l'homme-ogre en train d'étrangler le jeune homme qu'ils avaient tués. Ainsi jouir-elle. Il fallait nous l'expliquer, évidemment. Cette deuxième partie est très bien filmée, magique par moments. Mais la forme techniquement aboutie n'arrive pas à cacher les faiblesses du scénario et de sa réalisation. Voilà pourquoi le jeune surdoué du cinéma français, François Ozon, *Regarde la mer*, *Sitcom*, *déçoit avec Les Amants criminels*. Le fait divers ou les faits divers ayant inspirés le film, ont bon dos. Loin des sublimes *Amants de la nuit* de Nicolas Ray, le film déroule sa litanie: désir, crime, sang, angoisse de l'abandon sans nous toucher. J'ai retenu un seul plan. Les deux jeunes se lavent après l'enfermement et l'humiliation. Ils se baignent dans une nature sauvage. La caméra plonge et saisit leurs corps nus, de dos, dans l'eau transparente. Il leur a été donné de vivre cela. Car l'histoire se termine mal et c'est normal. Qui va mourir? La fille, évidemment. Et qui va clamer l'innocence de l'ogre: « il n'a rien fait, il n'a rien fait...! » le garçon, évidemment.

Heike Hurst (Fondu au Noir - Radio libertaire)

Disparition d'Henri Bouyé

Nous apprenons avec tristesse et nous vous faisons part du décès de notre compagnon Henri Bouyé, survenu le 9 septembre à l'âge de 87 ans. Selon sa volonté, son corps a été incinéré dans l'intimité familiale. Il était membre de la Fédération anarchiste (groupe Val de Loire - Union régionale Centre). Il militait dans le mouvement anarchiste depuis la fin des années vingt. Il a été un syndicaliste actif dans ses premières années et il évolua par la suite, dans les années cinquante, vers un anarchisme politique. Un article retraçant sa vie et ses combats paraîtra prochainement dans le Monde libertaire.

copinage

Jean-Luc Debattice chantera les 17 et 18 septembre à 20 h 30 au Limonaire (18, cité Bergère, Paris 9^e, tél : 01 45 23 33 33).

L'association « Paroles et Musiques » et Radio libertaire présentent Louis Capart lundi 11 octobre à 20 h 30 au théâtre Clavel (3, rue Clavel, Paris 19^e, tél : 01 43 84 70 04. Places : 100 F et 80 F.

LECTURE

Deux regards sur la sexualité

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE S'ANNONCE, MAIS JE NE pouvais pas laisser passer à la trappe deux romans, car tous deux portent un regard sur la société dans laquelle nous vivons. Entre hier et aujourd'hui une maladie est apparue qui remet en cause notre attitude, notre comportement face à la maladie, face au sexe. Deux jeunes auteurs traduisent à leur façon cette nouvelle donne par des chemins complètement opposés.

Dans son premier roman, « Tilt », Patrick Gourvenec nous parle de l'imbriication de la vie et de la mort, s'appuie sur la maladie pour nous montrer la morbidité de notre âme, la vanité de la morale et de ces moralisateurs en mal de fin du monde pour qui la rédemption serait de mise. D'où le parallèle que je fais, même s'il y a là une certaine prétention, avec « La Montagne magique » de Thomas Mann.

Dans ces deux romans, nous sommes renvoyés à l'attraction-répulsion que nous avons envers la maladie, à la façon que nous avons de la cloisonner pour mieux l'ignorer, aux modifications de comportement qu'elle implique face à ceux qui l'ont et face aux autres. La maladie provoque un changement des valeurs, et c'est ce qui fait dire à Tomas Mann, par le biais d'un personnage de « La Montagne magique » cette phrase: « il me semble qu'il est plus moral de se perdre et même de se laisser dépérir que de se conserver. » C'est dans ce creuset qu'une identité peut se construire, se révéler, s'affirmer avec et envers la maladie pour être; nous sommes là au cœur de la problématique posée par Patrick Gourvenec dans son premier roman, « Tilt ». Mais le parallèle s'arrête là, car la maladie dont nous parle Patrick Gourvenec n'est autre que le sida, maladie qui met en cause la sexualité, et pour mieux en révéler la perfidie, il la met en scène dans un sauna, lieu d'affirmation du corps par sa plasticité, par ses odeurs faites de sueur et de sperme. C'est dans cet univers où l'on vient se ressourcer (un peu comme si l'on y venait en cure), que le narrateur, Yann, nous fait entrer, nous fait rencontrer des hommes séropositifs qui s'adonnent au danger, à ce qui est nuisible, à ce qui les consume, un microcosme où chercher à se conserver relève de la trahison, où l'érotisme est roi parce qu'il est lié à la mort. N'en déplaise à ceux qui les considèrent comme des parias, ces hommes confrontés à une double exclusion, l'homosexualité et la séropositivité, pour qui la raison n'est plus de mise, ont une sexualité, un sexe.

L'autre chemin est celui qui est développé par Tanguy Viel, dans son dernier roman *Cinéma*. Le sexe est devenu dangereux, il est alors un organe mental animé par l'idéal. Villiers de l'Isle-Adam, à la fin du XIX^e siècle, s'était déjà engagé dans cette voie, dans son roman « L'Eve future », puisqu'il mettait en scène une androïde, une femme transformée en une anticipation d'ordinateur, à la fois souveraine machine à visions et machine à écrire, une femme-mémoire.

« Avec l'Eve future, vous pourriez évoquer la présence radiieuse de votre seul amour, sans redouter, cette fois, qu'elle

démence votre songe. Ses paroles ne décevront jamais votre espérance! Elles seront toujours aussi sublimes... que votre inspiration saura les susciter. »

Cette Eve future de Villiers de l'Isle-Adam, ne serait-elle pas devenue, pour Tanguy Viel, la télévision doublée du magnétoscope?

Le terrain est scabreux pour établir le parallèle entre ces deux romans que je qualifierais de comportementaux, et pourtant... Dans les deux cas, nous avons affaire à des héros qui construisent la réalité en fonction de l'image mais aussi de la bande-son, pour parler en des termes contemporains.

Avec un souci maladif de la perfection, ils dégoûtent ce que d'autres ont conçu pour eux, le détournement, pour construire un univers complètement asexué, où le physique n'a plus sa place.

Ils nous font entrer dans une des formes du Cinéma qui n'est pas celui des salles obscures où chacun peut se retrouver, être avec l'Autre, mais dans l'univers du chez Soi où l'homme contemporain dont nous parle Tanguy Viel, célibataire et solitaire, se terre pour vivre sa vie et sa sexualité par procuration en insérant des cassettes vidéo dans son magnétoscope, ce qui lui donne l'impression d'être présent puisqu'il choisit ce qu'il voit; un univers où le sexe est aseptisé.

Dans ce roman à une seule voix, le narrateur nous plonge dans une sorte de journal à la respiration scaccadée, rythmée par un film « Le Limier » dont il a vécu le scénario avec la perversité qu'il a en lui, celle qui l'amène à faire du cinéma avec n'importe quel endroit du réel.

« [...] laisser à chacun sa vie à côté du film, je devrais, mais c'est impossible, parce que moi-même je n'ai pas de vie à côté du film, je suis un homme mort sans Sleuth, oui, Sleuth, le titre original du film en anglais, pour moi ce n'est plus un nom de film, c'est le nom d'un ami, je dis Sleuth, comme je dirais Andrew. Quelquefois je sors de chez moi et je m'excuse auprès de Sleuth parce que je le laisse seul, et je fais très attention où je l'entrepasse, loin du froid, loin de la chaleur, et je le salue quand je rentre. »

Au fil des pages, le narrateur vit une transformation, en ce sens que le film devient un être de chair. Nous sommes là au cœur de l'intrigue, au point où le lecteur ne peut que devenir un membre à part entière de sa lecture, c'est-à-dire s'interroger sur les rapports intimes que le narrateur entretient avec le film. La vision cinématographique se superpose à celle de l'écrit, métaphores d'images mentales médiatisées via l'écran, pour mieux nous faire comprendre que l'ambiguïté soulevée dans le film entre Milo et Andrew, n'est autre que celle du narrateur. Le sexe devient alors « une spéculation mentale autour de quelques noeuds ».

Dans les deux cas, à ne manquer sous aucun prétexte!

Boris Beyssi

Tilt, Patrick Gourvenec, éditions « Le Bord de l'eau ». *Cinéma*, Tanguy Viel, éditions de Minuit.

Italie: objectif atteint pour la « fiera dell'autogestione » Spezzano Albanese, 19, 20, 21 et 22 août 1999.

POUR LA SIXIÈME ANNÉE DE suite, la « Foire de l'autogestion » a occupé l'actualité libertaire transalpine de la fin août, un mois après une édition régionale dans le nord de la péninsule. Une fois n'est pas coutume, la Fiera jeta l'ancre dans une petite ville de la Calabre, au sud de l'Italie, région pauvre vivant essentiellement de l'agriculture.

Un choix qui ne s'est pourtant pas fait au hasard: depuis le début des années 90 existe à Spezzano Albanese, 6000 habitants, une expérience communautaire autogestionnaire, qui aujourd'hui regroupe plus d'une bonne centaine de personnes dans la Fédération Municipale de Base (FMB), structure qui prit en charge l'accueil de la foire.

Quand la diversité fait la qualité

La diversité des gens et des expériences autogérées qu'ils représentaient apporta aux débats proposés l'expérience de la lutte: ainsi le pre-

mier d'entre eux, intitulé « défendre l'espace naturel, défendre la santé », fut mené - entre autres - par des membres de « comités de base » qui dans toute la péninsule, et notamment en Toscane, se battent contre les incinérateurs, l'amiante et aux autres problèmes liés à l'activité capitaliste nuisant directement à la santé. Sujet surprenant s'il en est puisqu'en France le mouvement libertaire n'est pas très habitué à ce genre de débats, que l'on pourrait croire chasse gardée (!) des écolos de tous poils: il existe cependant bel et bien une approche anticapitaliste du problème.

Le débat intitulé « pour une économie autogérée » se déroula le vendredi, deuxième jour de la foire, après que de nombreux groupes de travail destinés à proposer des outils de coordination des luttes abordées se soient réunis. Animé par des membres de communautés agricoles autogérées, occupant parfois des terres laissées à l'abandon spéculatif, il porta essentiellement sur la problématique agricole et les échanges

non commerciaux de leurs productions respectives.

Le samedi, qui fut le point d'orgue de la foire, comprenait deux débats, l'un intitulé « Ni d'église, ni d'État, pour une école publique non étatique »; et l'autre portant sur le « Municipalisme: l'autogestion comme pratique communaliste en dehors et contre la logique étatique ». Animé notamment par Domenico Liguori, un des militants à l'origine de la FMB de Spezzano Albanese, il fut d'un intérêt exceptionnel à plus d'un titre pour tous les militants présents. Enfin le dimanche matin s'est tenue l'assemblée générale de la « Fiera », moment décisif durant lequel furent adoptés différents outils destinés à la coordination de « l'archipel de l'autogestion » (bulletin, serveur Internet). A noter la sortie, fruit de ce travail, d'un « catalogue de l'autogestion », petit bottin des différentes expériences autogérées, comprenant leur curriculum vitae et les services offerts et demandés par chacune d'entre elles, et qui ne demande qu'à s'enrichir par delà les frontières. Et comme toute foire qui se respecte, le reste du temps fut joyeusement occupé au son des concerts, des verres qui s'entrechoquent, de la corvée de patates ou des chants qui retentissent aux heures tardives de la nuit.

Groupons nous et demain

Bien au delà des débats, cette sixième foire de l'autogestion fut pour nous l'occasion de rencontrer tout cet « archipel », que ce soient nos camarades de la FAI (Fédération anarchiste italienne), comme des syndicalistes de base, des membres de communautés agricoles autogérées, des animateurs de

journaux anarchistes. La présence d'une telle diversité de militants et d'outils du mouvement libertaire, italiens ou non (étaient aussi présents des anarchistes de Stockholm) a sans aucun doute servi de stimulant à l'aboutissement du travail de coordination.

Alors que de plus en plus, dans l'Europe capitaliste en construction, les « acquis sociaux » dans l'éducation, la santé, les transports, la retraite, sont l'objet d'attaques qui risquent d'en supprimer purement et simplement l'accès à ceux qui ne pourront plus se les payer, toutes les gauches « combattives » des pays de l'Union se contentent de défendre les services publics d'État. Le discours anarchiste ne se borne pas quant à lui à vouloir préserver un statu quo déjà inégalitaire, mais vise

à opposer à leur démantèlement une appropriation collective des usagers et des travailleurs de ces services, au moyen de l'autogestion et du fédéralisme, c'est-à-dire sans délégation ni intermédiaires. Les longues années de travail effectuées autour des « foires de l'autogestion » ont cette année à Spezzano Albanese abouti à donner des moyens supplémentaires à la coordination concrète de différentes réalités autogérées de l'Italie, mettant ainsi en actes un embryon de société autogérée. Parce que l'autogestion ça s'apprend, et parce que nous n'avons jamais été des adeptes du « matin du grand soir où ». Un travail qui doit aussi avoir force d'exemple.

Xavier - groupe Proudhon (Besançon)



L'action directe contre le jeu politique !

tant sur les 35 heures que sur les minima sociaux par exemple, à moins qu'il soit plus opportun de mobiliser au moment des négociations de l'OMC par le biais d'ATTAC où sévit Aguitton, anciennement affecté à AC! par la LCR.

Étonnant tout de même les traitements de faveurs dont ils bénéficient auprès des médias. Mais après tout pourquoi les canaux médiatiques officiels se méfieraient-ils plus que nécessaire de très petits partis qui n'aspirent qu'à copier les grands y compris en organisant des universités d'été?

A droite, circulez y a rien à voir!

Il n'y a pas lieu dans cet article de s'attarder trop longtemps sur ce qu'on appelle encore la droite fautive de mieux. Il est probable que leur implosion n'est pas encore terminée même si les témoins du moment, Bayrou et Sarkozy s'essaient à poser quelques jalons pour préparer une nouvelle image plus en phase avec la société. C'est ainsi que les jeunes du RPR ont sifflé utilement Boutin, avocate zélée des anti-avortements et anti-PACS, tout comme

Bayrou tient des propos visant à mordre sur l'électorat du PS.

Mais pour le moment le RPR comme l'UDF semblent bien incapables de faire le poids face à la gauche plurielle, même avec l'appui du MEDEF, parti patronal qui s'engage à fond contre la deuxième loi sur les 35 heures en appelant à manifester dans la rue! Ce qui est une très bonne initiative pour Aubry, qui pourra d'autant plus facilement rassembler toute la gauche syndicale pour défendre son projet. Ils nous ont déjà fait le coup avec la loi sur le PACS où nous étions poussés à choisir le moins pire par réflexe anti-droite.

L'avenir est à l'action directe!

L'extrême droite semble avoir beaucoup de mal à surmonter sa scission. Si pour le moment leur progression électorale est stoppée il n'en reste pas moins que leurs idées se diffusent toujours. Les grandes manifs et discours anti-FN auront donc pour le moment moins de prises dans la société et cela devrait permettre de mettre en avant le fait que le racisme et le tout sécuritaire sont large-

suite de la première page

ment présents y compris dans les politiques sociales du gouvernement.

En conclusion nous pouvons penser que ce ne sont pas les laborieux travaux des universités d'été des partis politiques qui leur permettront de combler l'abîme qui les sépare de la société réelle. Arc-boutés sur leurs prérogatives et obsédés par leurs ambitions électorales et les tactiques d'alliances que cela induit, ils seront sans aucun doute surpris par les événements et les initiatives sociales qui ne manqueront pas de marquer les mois à venir.

Car l'avenir est à l'audace des José Bové inconnus mais nombreux qui à un moment donné mettent en actes les critiques et projets dont ils sont porteurs. Aucune organisation n'est vraiment à l'initiative des événements, tout au plus utilisent-elles des situations créées par quelques uns.

Il nous semble que de plus en plus le concept d'action directe des exploités contre le capitalisme et l'État est à l'honneur et pratiqué. Il arrive même que les grands médias se sentent obligés de l'évoquer, histoire peut-être d'exorciser leur peur de l'Anarchie!

Bernard - groupe Déjacque (Lyon)

A G E N D A

vendredi 17 septembre

MONTPELLIER: Le groupe « Un autre futur » de la F.A. organise un débat « Bilan de deux ans de gauche au pouvoir » à l'Antre Anar (5, rue Jeanne d'Arc) à 20 h 30.

samedi 18 septembre

MARSEILLE: Le CIRA (3, rue Saint-Dominique, 1^{er}) organise une rencontre avec Jean-Jacques Gandini et les rédacteurs de la revue *Réfractaires* à 17 heures.

vendredi 24 septembre

ANGERS: Le groupe Malatesta de la F.A. organise une réunion publique intitulée « Qu'est-ce que l'anarchisme? » à 20 h 30, avec un pot de rentrée pour les sympathisants à partir de 19 h 30, à l'Étincelle, 26, rue Maillé.

MONTPELLIER: Le groupe « Un autre futur » de la F.A. organise une projection vidéo « La Cagoule, enquête sur une conspiration d'extrême droite » à l'Antre Anar (5, rue Jeanne d'Arc) à 22 heures (ouverture du café à 20 h 30).

samedi 25 septembre

LYON: Les groupes de l'Union locale de la Fédération anarchiste de Lyon vous donnent rendez-vous à partir de 17 h 30 à La Plume Noire, 19 rue Pierre-Blanc, (1^{er}) pour leur pot de rentrée.

PARIS: Grande marche pour Mumia à 14 heures (le point de départ sera connu ultérieurement. Renseignements : 01 53 38 99 97 ou Internet : www.wasadugu.org).

samedi 25-dimanche 26 septembre

LYON: La librairie libertaire la Gryffe et les Ateliers de création libertaire organise un week-end de rencontres-débats autour du renouveau libertaire et de l'avenir de l'anarchisme. Renseignements au 04 78 61 02 25.

mercredi 29 septembre

CHÂTEAU-ARNOUX (04): Yves Frémion présentera son livre « L'affaire Léauthier » à la salle municipale située au-dessus de la Poste, chemin du lac, à l'initiative de la coordination anarchiste de Digne.

jeudi 30 septembre

LA SEYNE-SUR-MER (83): Yves Frémion présentera son livre « L'affaire Léauthier » salle Guillaume Apollinaire, avenue Gambetta.

vendredi 1er octobre

CUERS (83): Yves Frémion présentera son livre « L'affaire Léauthier » à l'Oustau per tutti, avenue Léon Amic, à l'initiative du groupe Libertad.

samedi 2 octobre

ANGERS: Le groupe Malatesta de la F.A. organise la première « Journée anticapitaliste » de 14 heures à minuit à la salle des haras (près de la patinoire). « Pourquoi et comment être anticapitaliste? » avec librairie, vidéos, expos, stands, musique, buvette et trois forums-débats: 15 heures, comment se libérer du travail; 18 heures: le capitalisme, un monstre au pieds d'argile; 20 h 30: Résister aujourd'hui au capitalisme.

LYON: le groupe Kronstadt de la FA organise une rencontre-débat sur le thème « les raisons de se mobiliser ne manquent pas ». A 15 heures à la librairie La Plume Noire, 19 rue Pierre-Blanc (1^{er}).